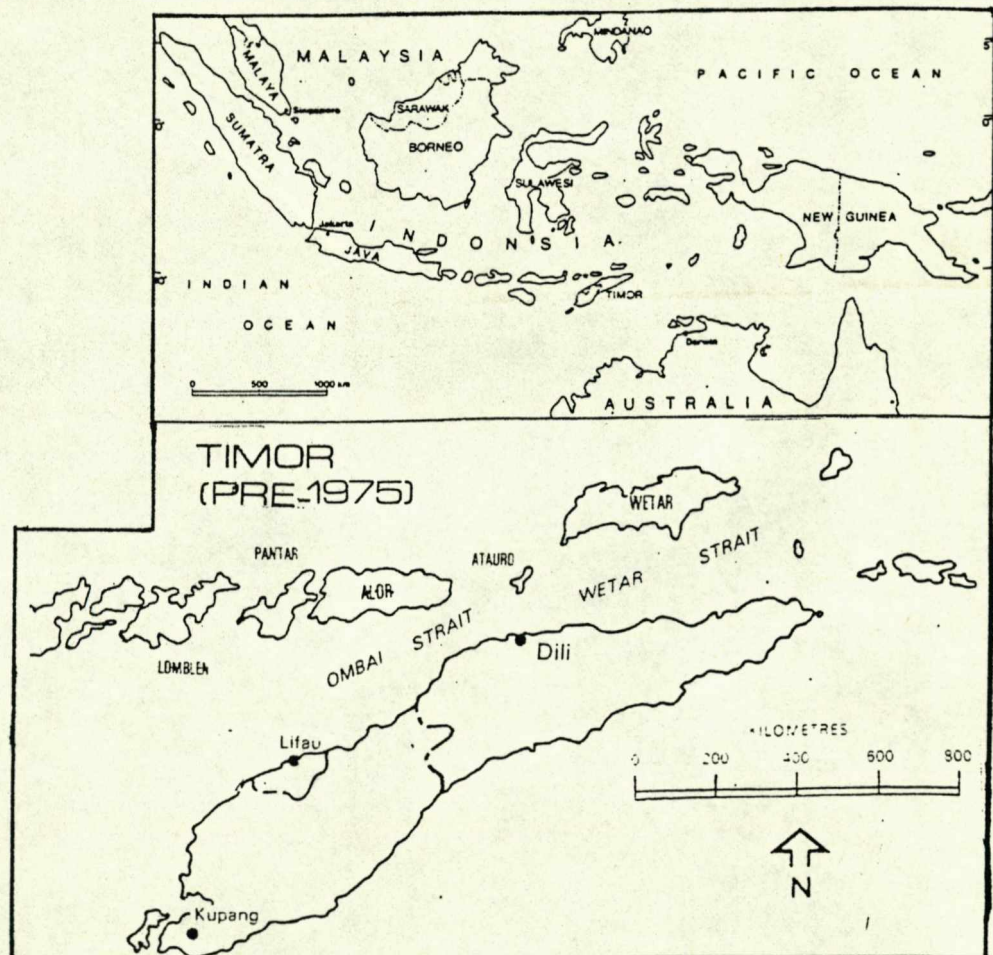


PROJET - 1 -

REFLEXION SUR TIMOR ORIENTAL

Pendant 10 ans, nous avons suivi la situation à Timor Oriental et avons été à l'écoute de l'expérience de l'Eglise de Timor Oriental, une écoute qui nous a attristé.

Conscients de la souffrance qu'endure le peuple de Timor Oriental, des chrétiens et d'autres personnes ont manifesté leur inquiétude dans de nombreux pays. Depuis 1975, Timor Oriental a été, en outre, l'objet d'un conflit aux Nations Unies et entre gouvernements car il pose d'importantes questions de droit international et de justice.



Commissie Justitia et Pax -Nederland
Statenlaan 35, 2582 GC Den Haag
Pays-Bas

La préoccupation des Eglises

A plusieurs reprises, les Eglises ont exprimé leur préoccupation à l'égard de Timor Oriental, par la voix d'évêques et de Conférences Episcopales en Indonésie, au Portugal, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis, au Japon ainsi que par la voix de Commissions Justice et Paix et d'Eglises nationales, dans bon nombre de pays.

L'Eglise catholique reconnaît que Timor Oriental est un territoire en conflit : le diocèse de Dili, au service des catholiques de Timor Oriental, est administré directement de Rome et géré par l'Administrateur Apostolique ; il n'est pas rattaché à la Conférence Episcopale Indonésienne. "Le Saint-Siège suit encore avec inquiétude la situation à Timor Oriental et espère qu'en toute circonstance, une attention particulière sera prêtée à l'identité ethnique, religieuse et culturelle du peuple," a déclaré le Pape Jean-Paul II en 1984, et il soulignait plus loin la nécessité de sauvegarder les droits de l'homme en disant que "le Saint-Siège souhaite ardemment voir respecter tous les droits des individus et qu'aucun effort ne soit épargné en vue d'alléger les souffrances du peuple en facilitant le travail des organisations de secours et en assurant qu'aient accès à l'aide humanitaire ceux qui ont besoin". Lorsque l'Administrateur Apostolique, Monseigneur Filipe Ximenes Belo, a été reçu par le Pape en juin 1985, Jean-Paul II lui a dit de "travailler pour l'Eglise, de combattre la souffrance du peuple et de chercher une solution juste pour la pacification de Timor". Il a encore ajouté : "Timor représente, à l'heure actuelle, le problème mondial le plus difficile".

En novembre 1983, les évêques catholiques d'Indonésie se sont adressés au clergé de Timor Oriental. Dans ce courrier, ils reconnaissent la souffrance et l'oppression vécues par le peuple de ce territoire et affirmaient que la responsabilité de l'Eglise indonésienne était "de lutter... de faire reconnaître et respecter ce qu'il y a de plus sacré pour le peuple de Timor Oriental : sa religion, sa famille et sa terre". Ils insistaient pour que l'Eglise à Timor Oriental soit l'avant-garde d'une paix qui soit plus qu'une absence de guerre, un équilibre de pouvoir entre ennemis ou ce que peut engendrer la dictature".

En mars 1984, les évêques catholiques portugais ont publié une déclaration de sympathie similaire, dans laquelle ils disent qu'ils "ne peuvent s'abstenir d'exprimer leur profonde angoisse et solidarité ressentie à l'égard du peuple de ce pays martyr, victime d'une situation tragique (...) Timor aspire à faire valoir sans réserve son identité ; l'empêcher ne signifie pas seulement un génocide physique, mais aussi un génocide "culturel", qui s'en prend tant aux survivants qu'à ceux qui meurent, tant aux générations à venir qu'aux générations présentes". En novembre 1985, le Conseil Portugais des Eglises, qui représente la plupart des protestants dans le pays, a publié une déclaration. "Nous joignons notre voix à celles de tous ceux qui, dans le monde, réclament que soit mis fin sans délai à la situation actuelle à Timor Oriental".

Les Eglises protestantes ont débattu de cette question dans bon nombre de pays et l'ont soulevée auprès de leurs gouvernements. En Asie, elle a fait récemment l'objet d'une controverse au sein de la Conférence Chrétienne d'Asie.

Le Témoignage de l'Eglise à Timor Oriental

Avant tout, l'Eglise catholique de Timor Oriental, qui est très isolée dans son travail et soumise à des contraintes politiques évidentes, a donné elle-même une description de l'expérience tragique du peuple de son territoire.

Mgr Belo et son prédécesseur, Mgr Martinho da Costa Lopes, ont dénoncé chacun les atrocités commises contre la population et les vicissitudes qu'endurent les gens simples depuis 1975. Les religieux ont régulièrement fait état de violations des droits de l'homme et n'ont pas caché à quel point la population du territoire, chrétienne et non chrétienne, se sent opprimée dans sa vie de tous les jours et dans son espoir de liberté et de paix.

"Le peuple vit actuellement une interminable oppression ; ses droits ne sont pas reconnus. Le peuple est sans voix et vit dans la crainte. En effet, les populations vivent dans une situation de guerre permanente, et doivent donc être réduites au silence et soumises. Mais elles maintiennent une position d'une extrême clarté sur leurs idéaux. Leur foi, loin d'être ébranlée, est plutôt renforcée, bien qu'elles ne puissent pas toujours l'exprimer par des mots".
(Les religieux à Timor Oriental, dans le cadre d'une réflexion sur leur expérience en 1981, aux religieux d'Indonésie).

Une Catastrophe Humaine

Lorsqu'on parle du conflit à Timor Oriental, ainsi que des difficultés sociales et humanitaires profondes auxquelles le peuple timorais est confronté, il est pratiquement impossible d'exagérer les répercussions de l'invasion et du conflit qui s'ensuivit.

Au premier rang, il y a la cruauté de la violence physique, en tant que conséquence directe et indirecte du conflit. Au moins 100.000 personnes - peut-être deux fois plus - sont mortes sur une population estimée à l'origine du conflit à moins de 700.000 personnes.

Et pourtant, dix ans plus tard, il ne semble pas que l'opposition ait été étouffée. En l'absence d'une solution, les autorités indonésiennes font face à une guerre de guérilla, qui se poursuit apparemment avec le soutien de larges secteurs de la population, soutien qui ne peut être occulté que par la répression violente et des formes inacceptables de contrôle social.

Des communautés entières ont été déplacées de chez elles et installées dans des villages placés sous surveillance militaire. La campagne a été bombardée par l'artillerie et l'armée de l'air. La pratique de l'agriculture de subsistance, sur laquelle la plupart des Timorais comptent pour vivre, est devenue impossible dans de nombreuses régions.

Le pays a connu une importante famine en 1978-79, et connaît encore régulièrement des pénuries alimentaires.

La guerre s'est caractérisée par des violations substantielles et répandues des droits de l'homme, dont la torture, l'emprisonnement sans procédure judiciaire, des disparitions et meurtres extrajudiciaires. Amnesty International a rassemblé des documents sur la situation tout au long de cette période et, sur cette base, a publié un important rapport en 1985 : "Les forces indonésiennes sur le territoire se sont

engagées de manière systématique et persistante dans une conduite cruelle et brutale qui s'est traduite par de graves violations des droits de l'homme" (Rapport de 1985, p. 10).

La vie de la population est gouvernée par la peur et la méfiance. Pendant dix ans, cette population a été de fait isolée du monde et, à Timor même, n'a pas pu se déplacer librement, ou se lancer dans des activités économiques normales, se faire confiance mutuellement ou parler en toute liberté. Les personnes soupçonnées de sympathiser avec ceux qui maintiennent leur résistance à l'autorité indonésienne, ont été châtiées, tuées et torturées, arrêtées et détenues.

"A l'intérieur du pays, dans bon nombre de villages et camps de concentration, le peuple ne dispose pas de conditions de vie qui l'aident à survivre. Si vous passez, par exemple, par les villages de Luro, Laivai, Iliomar, Vatolari, Cajularan, Lacluta, etc., vous verrez que les personnes y sont constamment encerclées. Il ne leur est pas permis de quitter leur village au-delà d'un rayon de trois kilomètres. En outre, elles doivent être munies d'un "pass" (autorisation) délivré par les autorités militaires indonésiennes. Les Timorais sont facilement accusés d'avoir des contacts avec les guérillas, ils sont alors, sans délai, victimes de tortures, massacres, etc. La population vit dans des huttes, mais la nuit, elle est obligée de dormir dans des fossés à l'intérieur ou à l'extérieur de ces huttes. La population vit dans une tension de frayeur constante..."

(Extrait d'une lettre privée, en date du 20 février 1986, adressée à Mgr da Costa Lopes, Administrateur Apostolique du diocèse de Dili, de 1977 à 1983).

Les problèmes humanitaires et sociaux, qu'entraîne le conflit actuel, sont énormes. Des familles entières ont été détruites par les meurtres perpétrés contre elles et les déplacements forcés de population. Le gouverneur de Timor Oriental, Mr Mario Carrascalao, a déclaré récemment que dans les régions pour lesquelles des informations sont disponibles, il y a actuellement 20.000 orphelins, 13.000 veuves et 7.000 personnes âgées et infirmes, qui ont toutes besoin d'attention.

Les familles ont été séparées. Dans un cas, le seul qui ait pu être documenté, celui de l'île d'Atauro, au large des côtes, plusieurs milliers de personnes ont été emmenées de leurs villages et détenues sur cette île, avant d'être envoyées vers d'autres régions, éloignées de leurs communautés d'origine.

La santé et l'éducation ont également accusé le coup. La campagne est dépourvue de médicaments ou leur coût est trop élevé et la plupart des Timorais ne peuvent s'en permettre l'achat. De nombreuses protestations se sont élevées contre un programme de contrôle de la natalité mis en oeuvre par le gouvernement indonésien. Mgr Belo lui-même a fait état d'abus qui auraient été commis.

Des écoles ont été détruites ; les enseignants et les élèves ont été dispersés. Le gouvernement indonésien a reconstruit depuis un grand nombre d'écoles, mais l'introduction de la langue indonésienne ainsi que des valeurs et de la culture indonésiennes dans le système scolaire demeure une affaire contestée étant donné l'environnement politique général. Bon nombre de Timorais considèrent que leur langue et leur culture font l'objet de mesures de découragement ou encore de suppression.

Développement économique

Le développement économique à Timor Oriental est, en effet, très nécessaire. Le peuple timorais a bien peu bénéficié de la longue période de la colonisation portugaise et la guerre a porté un préjudice immense à l'infrastructure territoriale, l'administration et l'organisation économique traditionnelle.

Les politiques économiques actuellement mises en pratique par le gouvernement indonésien donne la priorité à la production de cultures d'exportation et aux plantations. Etant donné la situation conjoncturelle, cette stratégie ignore les besoins de base de la population qui vit de l'agriculture de subsistance, qui constitue les plus pauvres et les plus démunis. La production agricole de subsistance a été paralysée par la guerre et les répercussions des politiques anti-insurrectionnelles du gouvernement ; des communautés agricoles se sont vu interdire le travail de leur terre et ont été implantées dans de nouvelles régions. Selon certaines informations, les récoltes qui sont vendues le sont à prix très bas. Le déplacement forcé de communautés vers de nouveaux villages sous surveillance militaire, souvent éloignés des terres de ces communautés, ne peut produire un véritable développement.

Questions politiques

Après dix ans, il est clair que la probabilité d'une victoire militaire de l'un ou l'autre camp est nulle. Ce qui rend d'autant plus nécessaire une solution politique.

Après l'invasion de Timor Oriental par l'Indonésie en 1975, les Nations Unies ont condamné les actions de l'Indonésie et ont invité les parties à régler le différend par la négociation (dans la résolution 34851 qui a été adoptée par l'Assemblée Générale le 12 décembre 1975),

l'Assemblée "prie tous les états de respecter le droit inaliénable... à l'autodétermination, la liberté et l'indépendance... regrette vivement l'intervention militaire des forces armées d'Indonésie... invite le gouvernement d'Indonésie à renoncer à toute violation ultérieure de l'intégrité territoriale... et à retirer sans délai ses forces armées... "

Dans ses résolutions 384 (1975) et 389 (1976) du 22 décembre 1975 et du 22 avril 1976, le Conseil de Sécurité invite tous les états : "à respecter le droit inaliénable à l'autodétermination" et demande "au gouvernement d'Indonésie de retirer..." et insiste "pour que tous les états et autres parties concernées coopèrent sans restriction aux efforts des Nations Unies en vue de parvenir à une solution pacifique".

Notre Position

Une Solution Politique

Le rôle du Portugal revêt actuellement une importance particulière, parce qu'il est le Pouvoir Administrateur. Il est cependant clair qu'à

ce stade, c'est le gouvernement indonésien qui détient le pouvoir de permettre ou d'empêcher le progrès. S'il faisait preuve de souplesse à l'heure actuelle, il agirait correctement. Nous en appelons au gouvernement indonésien afin qu'il fasse montre de sagesse, et trouve une voie vers un règlement qui aille jusqu'à offrir au peuple de Timor Oriental un choix véritable pour son avenir. A nos yeux, c'est la seule manière d'assurer un règlement des relations politiques avec Timor Oriental ou une paix à long terme dans la région.

Il est nécessaire de consulter le peuple

Nous sommes convaincus qu'il est indispensable de consulter le peuple de ce territoire de manière autorisée et dûment surveillée avant d'entériner un accord final conclu par les gouvernements qui sont partie prenante du processus diplomatique.

Considérant la profonde méfiance engendrée par tout ce qui s'est passé, nous estimons qu'il est inacceptable de conférer à l'une des principales parties engagées dans le conflit la responsabilité d'organiser la consultation de l'opinion timoraise. Seul un scrutin sous la surveillance et l'autorité internationale répondrait aux attentes locales et internationales.

Pour que la consultation ait un sens, des représentants nationalistes de l'opinion timoraise devront être autorisés à y prendre part.

Droits du peuple

Il est nécessaire de sauvegarder les droits du peuple sur le territoire dont le droit à la vie, la protection contre la violence politique ou des actes abusifs - et nous soutenons les efforts déployés par les organisations, telles que le CICR et l'Eglise catholique locale, qui cherchent à réaliser un travail dont bénéficieront ceux qui ont souffert le plus directement des effets de la guerre.

Nous appuyons les organisations de développement dans leurs tentatives de soutenir le peuple de Timor Oriental dans sa propre entreprise de mise en valeur de son territoire ; cette entreprise doit être envisagée dans le but de rejoindre les très pauvres.

Le véritable développement exige ouverture et participation : on ne peut dire qu'il existe un tel développement lorsque les politiques visant à engendrer la croissance économique sont mise en oeuvre par la force, le sont aux dépens des minorités, ne bénéficient en rien aux pauvres et déshérités, ou ne font qu'accroître la richesse des élites nationales ou locales. Les organisations de développement indonésiennes et européennes reconnaissent : "Une Stratégie de Développement, qui se fonde sur le déni des droits civils et politiques, ou des droits sociaux, économiques et culturels, ou sur les deux, non seulement constitue une violation des normes internationales des droits de l'homme, mais un désaveu de la conception même du développement". (Soumission au Groupe Inter-Gouvernemental sur l'Indonésie (IGGI) par le Groupe Inter-ONG sur les Question IGGI, avril 1986).

Accès

Dans ces deux domaines d'effort, le soulagement de la pauvreté et de la souffrance, conséquences de la guerre, nous réaffirmons l'importance d'ouvrir le territoire aux contacts avec le monde extérieur.

L'accès au territoire est actuellement réservé à quelques observateurs sélectionnés qui le visitent dans des conditions de contrôle étroit, ainsi qu'à un nombre restreint d'agences d'aide et humanitaires. Une telle limitation de l'accès au territoire ne peut que saper le prétendu soutien timorais à l'intégration que fait valoir le gouvernement indonésien.

L'Eglise à Timor Oriental

Nous reconnaissons la responsabilité des dirigeants chrétiens d'être aux côtés de leur peuple, et nous sommes solidaires de Mgr Belo et des tentatives de l'Eglise à Timor Oriental d'accompagner le peuple timorais.

Dans le même esprit, nous espérons que tous les niveaux au sein de l'Eglise catholique maintiendront leur accord de laisser à l'Eglise locale la responsabilité de décider de son statut. A cet égard, l'Eglise indonésienne a été mise dans une situation délicate et difficile, et nous reconnaissons et respectons la retenue et le tact dont fait montre la Conférence Episcopale Indonésienne.

A notre avis, la liberté religieuse devrait comprendre la liberté d'expression religieuse en fonction des traditions locales, des possibilités de visiter toutes les parties du territoire pour les ministres de l'Eglise, le droit de disposer de leurs propres institutions tant dans le domaine du secours humanitaire que dans le domaine de l'éducation, et l'entrée libre des missionnaires étrangers.

Conclusion

En tant que chrétiens de pays occidentaux, conscients d'appartenir tous à la même famille humaine et désireux de promouvoir une véritable communion avec des membres d'autres religions mondiales, nous avons nos sentiments. Nous reconnaissons que nombre d'entre nous, d'Eglises occidentales, avons souvent manqué dans le passé à nos véritables responsabilités, notamment au cours de la domination coloniale par nos propres pays. Cependant, nous estimons que cela ne doit pas nous empêcher de parler haut et clair de la situation dramatique qui prévaut à Timor Oriental à l'heure actuelle.

En tant que chrétiens, nous sommes avant tout préoccupés des vies et des souffrances du peuple de Timor Oriental.

Nous sommes engagés dans la recherche de la justice et la paix. Après dix années, le peuple de Timor Oriental a enduré plus qu'assez de souffrances pour démontrer que la force militaire ne résoudra pas ce problème. Nous espérons et avons la conviction qu'il devra se résoudre plutôt par la négociation que par la guerre et dans la justice plutôt que dans un esprit d'opportunisme. Une solution au conflit et, finalement, la réconciliation ne seront l'aboutissement que d'un règlement juste qui soit acceptable pour le peuple de Timor Oriental et qui leur soit présenté sous une forme qui leur permette d'en juger en toute indépendance. Ce règlement devra, en outre, être accepté par le gouvernement d'Indonésie et du Portugal.

Nous nous opposons plus particulièrement au recours à la répression pour suppléer au gouvernement. Nous nous opposons également à l'implantation par la force des populations, au développement économique sans participation locale, aux violations des droits civils fondamentaux qui se substituent au gouvernement par consentement. Tout ce qui

fait l'objet de notre opposition est réalité à Timor Oriental.

Notre espoir est que des liens puissent se nouer entre les Eglises d'Indonésie, des autres pays d'Asie, du Pacifique et l'Eglise de Timor Oriental, liens qui leur permettront de concrétiser un partage authentique avec cette Eglise et le peuple pour lequel elle essaye de se mettre au service de ses véritables préoccupations qui sont si profondément marquées par sa tragique expérience.

* * *